

Patient Bagenda B.
Rigobert Minani, sj

POLITICIEN

Introduction

Tout observateur averti de la scène politique zaïroise, surtout depuis le 24 Avril 1990, ne peut résister à la tentation de vouloir trouver les causes de multiples blocages de notre cheminement vers un Etat démocratique. Les discours faits par les acteurs politiques de notre pays semblent laisser le peuple perplexe.

Nos politiciens ont-ils compris que, pour la population, les mots tels que "politique", "politicien" renvoient à une expérience obscure, parfois mélangée de colère et de mépris pour ceux qui en font leur profession ?

Au seuil de la 3^è République que nous souhaitons de tous nos voeux être un Etat de droit, il est plus qu'urgent de retrouver le vrai sens de certains concepts aujourd'hui tant utilisés. Ceci ne peut se faire que dans la mesure où nous essayons d'opposer ce que l'expérience de plus de 30 ans de "mauvaise politique et de piètre politicien" a donné à notre peuple, et ce qu'est ou devrait être la "bonne politique".

Cette opposition enracinée dans une réalité et une expérience de plus d'un quart de siècle dramatique passe nécessairement par un procès de ceux qui ont géré la chose publique (res publica) jus

qu'à nous faire sombrer dans la misère d'aujourd'hui. Ainsi à chaque tentative de restitution du vrai sens et du contenu des mots suivra un essai de redéfinition pour notre peuple et nos futurs dirigeants de la ligne de conduite pour l'avenir.

Cette ligne de conduite aura pour toile de fond notre expérience, en tant que peuple, et nos rapports avec nos politiciens depuis l'indépendance. Il s'en suivra une esquisse de ce à quoi nous aspirons pour la 3^è République et le portrait du gestionnaire de demain, que nous décrivons comme un homme nouveau, éprouvé par le feu et qui se démarque catégoriquement d'avec l'homme de la 2^è République.

Pour s'assurer de son originalité, ses aptitudes et son savoir-faire, le peuple devra ériger, sur sa route, plusieurs tamis qui, s'il les traverse, prouveront sa solidité et rassureront ses électeurs.

Comme nos hommes politiques ont développé l'art de flouer, de mentir..., quelques points de repère sont indispensables pour aider à démasquer les loups à la peau de l'agneau.

Les corrompus-corrupteurs d'hier, les régionaux-tribaloéthno-collinistes d'aujourd'hui, les peureux des moments difficiles ainsi que les friands d'honneurs seront des personnes à écarter à tout prix, et à jamais, de la course vers le pouvoir, car ne pouvant fonctionner dans une société démocratique où régnera la transparence et le respect des droits et libertés de chacun.

Ainsi le peuple pourra prendre en charge sa destinée à partir de ses propres critères, et pour son bien désormais défini par lui-même. Il jouira de la vraie démocratie, comprise aussi désormais comme son propre pouvoir géré par ses mandataires pour le bien de toute la Communauté.

LA POLITIQUE

La politique, c'est tout ce qui est relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir dans une société (1). C'est la manière de gouverner un Etat (on parle de politique intérieure) ou de mener des relations avec les autres Etats (politique extérieure).

La politique, c'est finalement aussi l'ensemble des affaires publiques.

Ainsi définie, la politique est entendue comme un art pour mieux conduire une société d'hommes, pour l'intérêt unique de ceux-ci (2). On la fait pour autrui et non pour soi-même, parce que la "société", c'est avant tout autrui. Et c'est là que la politique en appelle à toutes ses dimensions : celles de l'intérêt absolu de la communauté, celles des charges et de lourdes responsabilités, et non celle des honneurs et de la satisfaction personnelle.

L'art de la politique, par le fait qu'il est exercé pour une société d'hommes, est un art d'excellence, de haute culture.

On ne s'y improvise pas !

Ce que nous voyons

Chez nous - du moins pour les simples gens - la politique a perdu son sens. Certains l'entendent tout simplement comme l'art de mentir. Faire la "politique" est donc synonyme de ne pas dire la vérité, de rouler les autres. Tel est "bon politicien" parce qu'il connaît les mots justes pour tromper le peuple. C'est donc l'art de "kobuka lokuta", de se déshonorer.

La politique est aussi entendue comme l'ensemble des ruses, un système organisé pour s'enrichir, piller le pays.

On devient politicien avant tout pour s'enrichir et s'appropriier les biens de l'Etat. On l'entend également comme moyen de vivre au-dessus des lois et d'agir impunément.

On parle de bonnes politiques, ou d'une bonne politique, quand la Société est bien gérée et que les conditions de vie des citoyens préoccupent constamment les dirigeants, quand les libertés et droits fondamentaux sont garantis pour tous. C'est aussi quand sont régulièrement payés à tout le monde des salaires justes, quand les routes et les infrastructures de base sont bonnes et régulièrement entretenues ; quand la paix et la tranquillité publique sont minutieusement assurées.

Il y a bonne politique, quand les dirigeants sont réellement au service des citoyens et ne vivent pas au-dessus de la loi, quand ils sont compétents et mettent en avant le sens de l'honneur, de la dignité et de l'intérêt national.

La bonne politique (ou les bonnes politiques), c'est celle qui met en avant l'intérêt collectif et qui fait participer toute la société à sa gestion, à son évolution.

Par contre, on parlera de mauvaise politique (de mauvaises politiques) quand les citoyens voient chaque jour leurs libertés, leurs droits bafoués ; quand leur pouvoir d'achat diminue et que la pauvreté s'implante ; quand il n'y a plus d'investissements pour de nouvelles infrastructures ou quand les infrastructures existantes ne sont plus entretenues ; mais c'est quand la société n'est plus bien gérée ; quand l'anarchie s'implante et que l'insécurité sévit ; quand les écoles ne fonctionnent plus et que les malades ne savent plus se faire soigner.

Elle est mauvaise lorsque les bases de l'économie s'effondrent ; quand les lois sont constamment bafouées par ceux-là mêmes qui les promulguent et que les citoyens ne savent plus où trouver de la protection.

Notre pays a-t-il connu de bonnes politiques ? C'est difficile à dire aujourd'hui. Nos pères et grands-pères nous parlent bien de l'époque coloniale : ils nous disent avoir bien vécu, mangeant à leur faim, élevant dignement leurs enfants. Evidemment, ils évoquent aussi le fouet auquel ils étaient soumis !

Pendant les premières années de l'Indépendance, nos aînés ne se sont pas plaints d'une vie de famine et de privations. Des troubles "politiques", suivies d'actes de violations des droits et de privation des libertés, vont être généralisées pour leur rendre ainsi progressivement l'existence difficile.

L'euphorie issue de la manipulation populaire lors du coup d'Etat de 1965 a été vite dissipée par suite de mauvaises politiques instaurées depuis cette période et dont les conséquences se font durement sentir sur l'ensemble du pays aujourd'hui.

Depuis lors combien des personnes injustement tuées pour avoir osé exprimer leurs opinions sur la manière dont la société était gérée ; que des villages entièrement massacrés ; que des vies humaines bêtement perdues faute de médecins ou de médicaments ; que des personnes exilées, fuyant la misère ou le régime atroce ; que d'enfants décédés par manque de nourriture, combien de jeunes non scolarisés par manque d'écoles ou de frais scolaires ; que des routes et immeubles disparus, totalement détruits, faute d'entretien ; combien de personnes sont-elles, chaque jour, spoliées, victimes d'un système inhumain où la loi du plus fort s'impose ; que de mensonges jonchent, à tout instant, le discours et les actes des dirigeants !

Notre pays connaît "une crise politique et socio-économique d'une extrême gravité, qui plonge notre peuple dans une misère indescriptible et jamais connue chez nous en temps de paix. Cette misère est d'autant plus inquiétante que les personnes chargées d'y trouver les solutions appropriées affichent une attitude d'indifférence, sinon de sérénité qui laisse perplexe" (3).

La situation dans laquelle vit le peuple Zaïrois depuis 1965 est la conséquence de mauvaises politiques qui, jusqu'ici, ont été décidées pour gérer le pays.

C'est, entre autres, à cause de mauvais politiciens, qui se sont imposés au peuple, que le pays se retrouve aujourd'hui parmi les plus détruits de la planète et sa population parmi les plus misérable du monde.



QUELLE POLITIQUE NOUS FAUT-IL ?

Nous devons comprendre la notion de la "politique" avant d'entrer dans la 3^e République.

La politique repose sur des choix, des engagements. Elle se définit par rapport à des systèmes de valeurs déterminées.

Selon M. Duverger, depuis que les hommes réfléchissent à la politique, ils oscillent entre deux interprétations diamétralement opposées. Pour les uns, la politique est essentiellement une lutte, un combat, le pouvoir permettant aux individus et aux groupes qui le détiennent d'assurer leur domination sur la société, et d'en tirer profit. Pour les autres, la politique est un effort pour faire régner l'ordre et la justice, le pouvoir assurant l'intérêt général et le bien commun contre la pression des revendications particulières.

Pour les premiers, la politique sert à maintenir les privilèges d'une minorité sur la majorité. Pour les seconds, elle est un moyen de réaliser l'intégration de tous les individus dans la communauté et de créer la Cité juste dont parlait Aristote déjà à son époque.

L'adhésion à l'une ou l'autre thèse est en partie déterminée par la situation sociale : pour les personnes et classes opprimées, pauvres, la politique est lutte, tandis que pour les classes nanties, riches, la politique est intégration et le pouvoir maintient un ordre. C'est pourquoi d'ailleurs les nantis recourent souvent à la "dépolitisation" pour favoriser l'ordre établi, l'immobilité, le conservatisme.

LE POLITICIEN

Par définition, le politicien c'est toute personne qui exerce une action politique dans le Gouvernement et les autres Institutions politiques du pays ou dans l'Opposition.

Ce sont les personnes investies d'"une autorité politique" : le Président de la République, les députés et membres des chambres, les membres du Gouvernement, les Gouverneurs de Provinces, les Conseillers provinciaux et communaux, les Chefs et animateurs (exerçant des fonctions dans les Organes) des Partis politiques.

Parce que la fonction politique a des motivations particulières, des exigences et un profil spécifique, le politicien ne devrait pas être n'importe quel citoyen.

En effet, la politique, dans son sens positive, implique responsabilités, charges et désintéressement. Elle exige de ceux qui l'exercent ou veulent l'exercer une grande culture, le sens élevé du bien commun et de la dignité, de l'honneur et du service public.

Le politicien, c'est l'homme au-dessus des considérations tribales, ethniques. Il ne tremble ni devant l'argent, ni devant les sollicitations de son groupe tribal, ni devant le pouvoir, qu'il le perde ou le gagne.

Il vit pour l'intérêt collectif, pour un idéal : celui contenu dans le projet de société qu'il a présenté au peuple et auquel ce dernier a adhéré en lui confiant les prérogatives du pouvoir.

Que voyons-nous ?

Le niveau de pauvreté et de destruction qui caractérise le Zaïre donne bien l'image de nos politiciens.

La Conférence nationale souveraine n'a-t-elle pas établi que ceux-ci étaient bien les grands responsables de la profonde misère que nous connaissons ?

Ils ont eu à élaborer des politiques destructrices de la vie sociale, économique et culturelle.

Ils ont décidé des lois tyranniques et qui ont entraîné le pays dans la banqueroute totale.

Mr. Abdoulaye Wade, homme politique bien connu en Afrique de l'Ouest, appelé à la rescousse de la classe politique zaïroise, a résumé les lacunes et comportements de nos politiciens en disant : "la classe politique zaïroise manque de culture politique" (4).

En observant nos politiciens, l'on est frappé par leur comportement et l'ensemble des faits qui les caractérisent en grande majorité.

Ils sont, pour la plupart, par des "arrivistes", fabriqués dans le laboratoire des ordonnances, souvent à la faveur d'intrigues, de clientélisme, etc....

On trouve, parmi eux, une première catégorie des "vieux" des années 60, issus pour la plupart du "Collège des Commissaires Généraux" ou du putsch de 1965 et qui se protègent mutuellement jusqu'aujourd'hui. Ils ont évolué dans les voies de cette politique fautive, conçue pour conserver le pouvoir et les moyens qui le symbolisent.

Une seconde catégorie est constituée par des générations successives produites tout au long de la 2^e République ou plébiscitées en dehors des voies démocratiques et animés plus par des sentiments de profit personnel et de servitude envers la source de leur promotion.

Les rares bonnes consciences parmi cette seconde catégorie ont vite été, soit récupérés au moment même où elles étaient entrées dans le "système", soit obligées de s'exiler à l'étranger, d'où plusieurs sont rentrées, attirées par l'argent et les postes ministériels, pour se remettre dans le "système".

En troisième catégorie, se trouve la génération qui commence le 24 Avril 1990 et dans laquelle on retrouve encore - et en bonne place - les vieux de 1960 et les nombreuses séries des 27 ans de la 2^e République, mais aussi de nouveaux opposants ou partisans du pouvoir en place sortis des Institutions publiques dans lesquelles ils avaient évolué comme hauts fonctionnaires, comme professeurs d'Universités ou comme membres des organes dits délibérants. Parmi eux, certains se sont "reconvertis" - au moins de par leurs discours - en opposants acquis au changement, d'autres ont tout simplement trouvé là l'occasion de s'exprimer pour un idéal qu'ils avaient jusqu'ici caché ou des ambitions personnelles jusque là non assouvies.



Dans cette troisième catégorie, née de la démocratisation, se trouve également - et en nombre assez important - cette jeunesse et ces nouveaux hommes, animés d'idéal et pleins de dynamisme et de volonté de servir le peuple. Ils ont créé leurs partis politiques ou se sont inscrits dans ceux des politiciens de la première et seconde catégorie.

Les hommes, leur comportement et leur discours

Au Zaïre, tout le monde peut être premier ministre, ministre, gouverneur... pourvu qu'il soit nommé !

On a vu des sémi-lettrés devenir ministres, gouverneurs de province et même membres du Comité Central, l'Institution politique suprême d'alors.

On a vu des garçons de course vivant à la cour des privilégiés du régime être nommé Secrétaire d'Etat ou PDG. Et des personnes analphabètes ont été "élues" députés pour siéger dans un Parlement où le français était la langue de travail.

Les moeurs de nos politiciens ne font nullement l'exemple. Au contraire, ce sont eux qui se sont employés à détruire la société, de par leur conduite et des lois qu'ils ont, sciemment, votées pour mieux se complaire dans des dépravations inouïes.

Des Gouverneurs alcooliques, multi-polygames, des Ministres à multiples "bureaux" (femmes illégitimes, maîtresses, concubines), comme ils ont eu l'habitude de dire, des PDG totalement absents dans leurs entreprises.... sont là des faits qui n'ont gêné personne et qui sont apparus comme des vertus.

Ils se plaisent dans une instabilité et une inconstance inqualifiable. Des opposants exilés, farouchement critiques, sont rentrés implorer le pardon du dictateur et se faire nommer le lendemain Ministre. Des hommes, hier relégués dans leurs villages d'origine, battus chaque jour et humiliés comme des chiens, se sont rangés derrière celui qui leur avait fait subir toutes ces humiliations.

Des anciens présidents provinciaux ou nationaux des partis dits d'opposition ont été nommés gouverneurs, premiers ministres et ministres abandonnant leurs militants et changeant tout le discours qu'ils avaient auparavant.

Nos politiciens ont l'art de mentir, de transformer la vérité. C'est d'ailleurs là l'outil de base dont ils se servent pour diriger et s'attirer la sympathie des masses. Ils ont érigé le mensonge en système de gouvernement, comme disait Mgr. Monsengwo.

Leur seul but en accédant au pouvoir, c'est surtout la richesse et les honneurs. Avec le pouvoir, il faut s'enrichir le plus possible et le plus rapidement possible, car on ne sait jamais : un remaniement du gouvernement est vite arrivé ! Et alors, on vole, on puise dans les caisses de l'Etat et dans les poches des citoyens.

Au Zaïre, les caisses de l'Etat ont été tout simplement privatisées : on y puise pour garnir ses comptes personnels à l'étranger, pour se vêtir et s'amuser, pour s'acheter des alliés politiques.

On se sert de la caisse de l'Etat non pas pour construire le pays mais bien pour "remercier" et servir celui par qui on est arrivé au pouvoir. On vole pour soi, au nom du chef et pour lui !

Nos politiciens vivent comme à l'époque de la cueillette (6). Un Ministre, un Gouverneur ne se gêne pas du tout de travailler dans des bureaux dont les vitres ont été cassés, dont les serrures ne fonctionnent plus.

On les voit parfois se complaire dans des locaux (même leurs résidences officielles) où les installations d'eau et d'électricité ne marchent plus, où les rideaux sont déchiquetés.

Et quand ils font semblant de "réparer", c'est souvent pour justifier des détournements. C'est vraiment l'époque de la cueillette ! La notion du bien public n'existe plus chez eux.

Les honneurs et l'argent, ce sont là leurs motivations. Etre transporté en typoi, recevoir des délégations de courtisans, être appelé "excellence", "honorabile" : ce qu'on est populaire. Même beaucoup de ceux qui sont dans "l'opposition" ne jurent que par le typoi, le titre.

Ils poussent ainsi vite au culte de la personnalité. Chacun veut être et rester le centre de tout, celui dont tout le monde parle, au nom de qui tout le peuple jure. C'est lui ou rien !

Et l'on comprend aisément que l'on en arrive à individualiser le débat politique, que la vie nationale, la vie de plusieurs dizaines de millions de citoyens se joue sur des personnes, des individus, et non sur des structures !

L'argent ? Il est leur maître. Rares sont ceux-là qui n'ont pas détourné : le rapport de la Commission des Biens Mal Acquis, bien que très réduit et n'ayant travaillé que sur des échantillons, est assez éloquent à ce sujet.

Malgré les intrigues, les complicités à l'intérieur et à l'extérieur de la Cns, et les dossiers personnels que les uns et les autres ont eu à cacher, la plupart s'y retrouvent : les uns pour l'argent de l'Etat détourné ; les immeubles publics ou privés vendus ou pris ; les véhicules, tracteurs, avions, bateaux, motos, vélos, mobilier des édifices publics dont ils se sont appropriés ; les autres pour des entreprises pillées ou détournées, des holds-up de banques, des fonds de projets volatilisés, des stocks de médicaments détournés, du matériel médical, scolaires vendus comme ces batteries de cuisine démontées à l'UNIKIN et l'ISTI par un Recteur et un Directeur Général devenus par la suite Ministres... Ils ont tout volé, même de la pacotille, comme de la farine, du maïs, du bétail, etc...

C'est cette recherche effrénée d'argent, de richesse facile qui les amène à corrompre et, surtout, à être corrompus et corruptibles. Ils ont vendu leurs consciences à Lucifer au point que rares sont ceux qui se maîtrisent devant les espèces sonnantes.

Quelques milliers de dollars suffisent pour qu'ils changent d'idéal, à la grande surprise de ceux qui croyaient en eux. Ils reçoivent de l'argent pour voter même des lois et textes auxquels ils ne croient pas ; ils empochent des millions pour accepter des postes qui les

ridiculisent ; ils prennent de l'argent pour des investissements improductifs... et encore de l'argent pour tuer jusqu'à leurs propres frères !

Ils ont besoin d'argent, et de plus d'argent, pour se maintenir au pouvoir, parce qu'ils doivent, pour cela, corrompre - ou mieux faire acte de reconnaissance - leurs protecteurs et ceux qui les ont nommés.

On a vu certains, à chaque voyage à Kinshasa, embarquer des quartiers de viande et des sacs de poissons destinés à leurs chefs pour demeurer dans leurs grâces ; d'autres ont apporté régulièrement des colis d'or ou d'argent.

Ils ont également besoin d'argent pour entretenir leurs nombreuses femmes et progénitures dans le luxe permanent, dans les écoles à l'étranger, et pour préparer les jours de vaches maigres quand les fréquents remaniements tant redoutés par tous ne les touchent.

Ainsi on a des politiciens qui ne sont plus aux affaires depuis plusieurs années, et qui n'ont aucun autre travail, mais qui continuent à vivre dans l'opulence, séjournant en Europe quand ils le veulent, leurs enfants y étudient et leurs familles s'y soignent.

Ils continuent à rouler dans des voitures de luxe, ne manquant ni carburant ni pièces de rechange, prenant toujours du poids et se parfumant comme des princes : il faut être politicien Zaïrois, et avoir été premier ministre, ministre, Pdg ou gouverneur, pour vivre ainsi sans travail et sans salaire !

Les politiciens zaïrois ont un légèreté de langage à faire douter de leur capacité intellectuelle et de leur état psychique. Certains, parmi les plus haut placés, se plaisent dans des injures publics et des grossièretés qui dénotent d'une carence caractéristique d'éducation.

Nous avons entendu des injures à la télévision : les uns qualifiant les autres d'insectes, de rats, d'aigris... les autres donnant ou se donnant des noms d'oiseaux, de mammifères, de reptiles ou de carnassiers.

D'autres ont proféré, à l'endroit de leurs adversaires politiques, des insanités comme celles que les adolescents mal encadrés se lancent...

La population a entendu toutes ces injures à la TV, à la radio, dans les journaux, au cours des meetings populaires !

Les exemples de cette légèreté de langage ne se comptent plus.

Un Ministre de l'Information à qui un journaliste - son employé - demandait pourquoi la presse privée et l'opposition n'était pas d'accord avec ses décisions déclarait : "ils ne sont pas d'accord avec moi, parce que moi, j'ai mangé la tomate crue avant l'indépendance, ce sont des jaloux".

Même si le fait de manger la tomate crue avant l'indépendance était signe de "civilisation", c'était là un argument ridicule, en 1992, surtout de la bouche d'un Ministre qui passe en direct à la télévision.

Un autre n'avait-il pas déclaré "j'y suis, j'y reste", c'est-à-dire au pouvoir, alors qu'il y avait été placé par ordonnance et que la même ordonnance pouvait bien le faire partir : ce qui s'était passé d'ailleurs quelques mois après sa déclaration.

Ces exemples montrent à quel point certains de nos politiciens font montre de vulgarité. Et ce n'est pas seulement au niveau du langage, mais bien aussi dans les actes.

On les a vus à la CNS : certains y sont entrés par fraude, corrompant les portiers et se cachant devant les agents de l'ordre installés à l'entrée des salles ; d'autres ont excellé dans les tapages de tables lors des séances plénières, acclamant et riant, comme en pleine foire, même pour des choses insensées ; huant et injuriant les autres pendant qu'ils parlaient.

Certains en sont même venus publiquement aux mains, se rentrant dedans, devant les caméras de la télévision, tout simplement parce qu'ils avaient des idées divergentes.

D'autres sont entrés dans une sorte d'hystérie, sifflant et sautillant, pour empêcher que les adversaires ne s'expriment.

Nos politiciens sont aussi fanatiques du fétichisme et de la sorcellerie. Ils font confiance à des charlatans et féticheurs de toute espèce pour accéder au pouvoir ou y demeurer.

Parmi eux se retrouvent même des gangsters, comme celui-là qui s'amuse à payer ses dettes par des chèques sans provisions ; ou celui-là qui avait autorisé que l'on tire sur des paisibles étudiants ; ou encore celui-là qui avait organisé des enlèvements de jeunes filles, etc...

La parole donnée n'existe pas chez la plupart de nos dirigeants ou futurs dirigeants. Le même homme change de discours comme il le veut et casse des engagements pris sans remords. Ils se dédisent du matin au soir, promettant des choses qu'ils oublient par la suite, ignorant même leurs signatures.

Il semble que le blocage politique, tel qu'il sévit au Zaïre, est en partie dû au non respect, par les politiciens, de la parole donnée.

Comment peuvent-ils, par ailleurs, respecter leurs engagements et la parole donnée s'ils ne sont ni dignes ni responsables ?

Un homme politique n'avait-il pas dit un jour qu'il démissionnerait de son poste si la monnaie venait un jour à dévaluer ? Qu'en est-il aujourd'hui ? N'avait-il pas déclaré que jamais l'armée ne s'occuperait de politique ? Et finalement ? Un autre n'avait-il pas promis du poulet à toute la Nation ?

Toutes les belles promesses qu'ils nous ont données ne se sont pas du tout réalisées. Et personne parmi eux ne s'est jamais senti pour autant offusqué. Ailleurs cela aurait été motif de démission ou de suicide !

Quand un Ministre, un Gouverneur roule sur des routes défoncées et se plaisent dans le spectacle horrible de notre voirie, devant des bâtiments et services publics en décomposition, des hôpitaux infestés et sans médicaments, des écoles où les enfants s'asseyent à même le sol... et qu'il ne fait rien pour réparer tout cela, c'est qu'il n'a jamais été responsable.

Il y a à parier que nos politiciens, spécialement ceux qui sont au pouvoir, n'ont ni le sens de l'ordre, ni de la propreté.

Les escaliers qui mènent aux auditorios et chambres d'étudiants à l'Université de Kinshasa sont bourrés de débris amassés depuis plusieurs années et qui dégagent à tout moment, tout au long de l'année, des odeurs insupportables et sur lesquels des étudiants et professeurs vivent.

Parmi les professeurs, il y a des ministres et des ex-ministres ; ils y a aussi parmi les étudiants des futurs présidents, ministres et gouverneurs.

Cela ne se voit pas seulement à l'Unikin, mais bien aussi à l'Institut Supérieur de Commerce où les toilettes dégoulinent à travers les escaliers qui mènent aux étages, à l'Unilu, à l'Unikis,...

Quelle leçon donne-t-on à nos enfants ? L'état de délabrement de nos écoles et de nos hôpitaux stigmatise bien cette irresponsabilité caractéristique des politiciens et dirigeants zaïrois

Ils ne sont pas du tout conscients de cette pourriture. Et quand ils se retrouvent, en visite, dans de tels établissements publics, leur intervention consiste tout simplement à retirer

leurs enfants des écoles et de l'enseignement Zaïrois, qu'ils doivent pourtant protéger et pour lesquels ils ont le pouvoir, pour les envoyer en Europe ou dans d'autres pays africains.

Quand ils sont malades, ils se rendent en Afrique du Sud, en Amérique, en Europe. Certains en arrivent jusqu'à engager des médecins privés et à payer des cliniques privées ambulantes qui les accompagnent partout où ils passent.

Nos braves politiciens sont avant tout tribalistes et séparatistes. Tous se replient derrière des regroupements ethniques ou régionaux pour se positionner et semer des conflits qui leur profitent. Et malheureusement, ils ont toujours des gens pour les appuyer et des fous pour les justifier.

L'administration, les entreprises publiques et même les partis politiques sont fortement tribalisés. Un Ministre est nommé, les principaux collaborateurs sont des frères de tribu.

Le Gouverneur vient avec ses conseillers, en majorité de la tribu ; le PDG fait de même. C'est surtout à la Territoriale où il faut absolument mettre des frères de la tribu pour mieux asseoir son autorité, s'enrichir et bien vivre dans le "système". Entre-temps, on a fait d'une pierre deux coups : en nommant ses frères, n'est-ce pas qu'on mérite désormais la confiance et l'appui de toute la tribu et que cette dernière se mobilise pour détendre leur "leader" contre des attaques et des "jalousies" de certains groupes ou ethnies qui osent critiquer les actes de l'autorité ? C'est aussi assurer un électorat éventuel !

L'on comprend dès lors les pratiques des certains états-majors qui se constituent autour d'une personne ou d'un groupe des personnes quelque soit leurs couleurs politiques ; l'essentiel étant qu'elle soit de la tribu.

Jugeant la manière inquiétante dont les partis politiques étaient en train de naître, des compatriotes n'ont pas hésité, en 1992, à qualifier le multipartisme au Zaïre de "multimobutisme" (6). Ils n'avaient malheureusement pas tort !

Mgr Monsengwo, ayant observé l'évolution de la classe politique tout au long de la CNS, n'avait-il pas affirmé que "nos politiciens, sortant de la même école, usaient tout simplement de mêmes méthodes et de mêmes réflexes" ? (7). N'ayant aucune référence, sinon le mobutisme qui les avaient façonnés, ils nourrissaient les mêmes ambitions, les mêmes opportunistes, et n'agissaient pas nécessairement pour l'intérêt national, sauf dans le discours de la journée, parce que, la nuit, ils ont souvent un autre langage.



QUEL POLITICIEN DE DEMAIN

Dans son livre, Introduction à la politique, M. Duverger affirme que le combat politique se déroule sur deux plans : d'un côté entre des hommes, des groupes et des classes, qui luttent pour conquérir, partager ou influencer le pouvoir ; de l'autre, entre le pouvoir qui commande et les citoyens qui lui résistent.(8)

Dans toutes les communautés humaines, le pouvoir procure à ceux qui le détiennent des avantages et des privilèges : honneurs, prestige, profits, jouissances. Il est donc l'objet d'une bataille âpre.

Cette bataille oppose d'abord les individus, qui luttent pour un poste - un siège au parlement, une nomination de gouverneur, de Commissaire Urbain, un grade dans la police. les conflits individuels se répercutent sur les groupes, d'où ici le sens des manipulations ethniques et les rivalités tribales créées par des individus pour recherchent des postes et un pouvoir personnel, sans nécessairement avoir l'idéal de service de la communauté.

Et quand, à la faveur des conflits et des rivalités des groupes, ils ont obtenu ce qu'ils désiraient, ils disparaissent vers la capitale et s'enferment dans leurs égoïsmes de départ, oubliant les belles promesses données, jusqu'au jour où ils doivent encore rentrer pour une nouvelle bataille pour le pouvoir et de nouvelles manipulations de groupes.

A ce moment-là il faut tout faire pour faire oublier le temps où ils avaient le pouvoir et les moyens et où, pourtant, ils n'avaient rien fait ni pour leurs groupes ni pour toute la communauté : ils rentrent comme des innocents, des agneaux bien doux et gentils, amis de tous, saluant poliment tout le monde, assistant à tous les deuils du quartier et dans les groupes de prière et "shirika" de base (communauté chrétienne).

Ils oublient qu'ils ont eu à prendre ou à appuyer des lois injustes contre les citoyens.

Un autre forme de combat est celui qui oppose les citoyens au pouvoir, les gouvernants aux gouvernés, les populations aux forces contraignantes instaurées par les tenants du pouvoir et freinant l'épanouissement de la majorité des couches sociales. Le combat ici n'oppose pas du tout les citoyens et le Pouvoir, mais bien les citoyens qui détiennent le pouvoir et d'autres qui le subissent.

Le pouvoir s'exerçant toujours au profit d'un groupe - une minorité ayant la force des lois, de l'argent et de l'armée - le combat contre lui est mené par d'autres groupes qui veulent prendre la place des premiers (ce sont les politiciens, les partis politiques) ou qui veulent que leurs libertés soient garantis, que leurs droits soient respectés, qu'ils jouissent pleinement du fruit de leur travail et que le pays, la collectivité soit bien gérée (ce sont les groupes sociaux, les organisations populaires constituant la société civile).

Le politicien - ou mieux classe politique - attendu par le peuple, c'est un homme digne, un responsable réel et un homme vraiment engagé à la cause de la collectivité.

Les dirigeants de demain

La classe politique zaïroise doit urgemment se remettre en cause si elle veut donner à la nation des dirigeants dignes.

Les hommes politiques attendus par le peuple, ce n'est pas du tout cette clique d'arrivistes et de personnages sans foi ni religion ; mais bien plutôt une catégorie d'hommes de haute culture et d'excellence.

Il faut au Zaïre une nouvelle classe politique, propre et responsable. Il faut des hommes voués aux intérêts collectifs, à la démocratie véritable, celle que se vit à la base et par laquelle le peuple "découvre et sélectionne, parmi les citoyens, les meilleures idées, les méthodes d'organisation les plus efficaces et des hommes capables pouvant lui permettre de détendre ses intérêts et de produire les biens nécessaires garantissant la vie matérielle et spirituelle".

Chaque peuple a des dirigeants qu'il mérite, dit-on. Le peuple Zaïrois ne mérite pas des dirigeants médiocres.

Quels dirigeants faut-il ?

Les dirigeants attendus demain sont les acteurs politiques qui se distingueront par leur comportement, leur langage, leur honnêteté, leurs compétences et leur dévouement à la cause du peuple.

Ce sont des hommes dont la communauté locale, provinciale ou nationale ne reproche rien et qui symbolisent aujourd'hui, sur le plan moral et humain, l'image du Zaïrois de la 3^e République.

Ce sont absolument des hommes d'idéal, engagé résolument pour la démocratie vraie et dont les intérêts collectifs passent avant toute chose.

Dans une société totalement dépravée par un plus d'un quart de siècle de déshumanisation, on pourrait être tenté de dire qu'il n'est pas facile de trouver de tels hommes. On se tromperait lourdement !

Malgré que le vol, au Zaïre, a souvent été institué en système de gestion, tous les Zaïrois ne sont pas voleurs, moins encore menteurs. Ils n'ont pas tous contribué à la destruction du pays.

Il subsiste dans notre société des hommes intègres, les hommes de demain ; ceux avec qui le peuple entend refaire son histoire ! Ces hommes sont nombreux : ils sont dans nos villages, dans nos villes ; ils sont dans les partis politiques, dans les Institutions publiques et dans nos groupes d'opinion. Il nous revient de les identifier et de leur faire confiance !

Ils ne sont pas nécessairement ceux qui parlent haut et fort ; mais plutôt cette force silencieuse qui est bâtie sur une conscience solide et des mentalités nouvelles.

Le peuple zaïrois a besoin des dirigeants et d'une classe politique aux moeurs nouvelles. Il n'a plus besoin d'hommes-serpent, de caméléon qui change de peau et de couleur selon le discours du moment et les intérêts en présence.

Et dans cette optique, ceux-là qui ont eu à gérer hier, qui s'étaient retrouvés à quelque niveau de responsabilité dans la débâcle des 30 années d'indépendance auront bien du mal à prouver leur innocence et leur seconde naissance.

Que faire ?

Un choix responsable s'impose, un véritable tamisage de la classe politique et des politiciens pour découvrir les "nouveaux hommes" attendus par tous ; spécialement en ce moment où, de plus en plus, les populations sont sollicitées pour suivre les leaders politiques, adhérer aux partis politiques, ou pour les élections démocratiques.

Le choix à faire est extrêmement capitale et relève de la conscience de chacun ; un choix qui ne doit être ni monnayé, ni dicté par quelques affinités partisans, qu'elles soient d'ordre familial, tribalo-ethnique ou régionaliste.

La dictature naît, en partie, de la volonté populaire. Dans une conférence faite, l'Abbé José Mpundu a situé les piliers de toute dictature (9).

Celle-ci, disait-il, repose sur la personnalisation du pouvoir qui finalement s'identifie par une seule personne, la force ou violence armée, l'argent par lequel on s'achète des alliances, l'appropriation des mass-médias qui créent la mentalité ambiante, le mensonge institutionnalisé, le consentement du dominé, ou mieux, la soumission du peuple qui est spontanée au départ et en fin de compte, les inégalités par lesquelles le dictateur - ou le groupe des dictateurs - se place au-dessus de la "mêlée", tout lui revenant et tout le monde devant répéter ses mots et ses gestes.

Le peuple doit lutter contre ces piliers et veiller à ne pas favoriser l'émergence d'autres dictatures et d'autres dictateurs.

La lutte contre la dictature passe par l'écrasement du dictateur et de tous les dictateurs à quelque niveaux qu'ils se trouvent.

C'est la lutte contre un système dont les bases sont les hommes et les structures qu'ils incarnent.

Et cette lutte, elle part d'en-bas, de la base, au risque qu'elle dévie et aboutisse au remplacement d'une dictature par une autre et des dictateurs par d'autres.

Le peuple, dans sa lutte pour la démocratisation, doit se prémunir contre les dangers qui le guettent.

1. Nous avons à lutter contre les dangers de corruption. Les dictateurs utilisent l'argent pour acheter les consciences des citoyens et les amener à se renier.

Certains politiciens, sans idéal et sans projet de société, se mettent à corrompre les électeurs, en distribuant argent et vivres : par la, ils achètent nos consciences. Et nous tombons naïvement dans leur piège sacrifiant la qualité, les compétences nécessaires et une gestion saine de notre communauté. Car, d'une manière générale, ce sont de minables gestionnaires et des personnes incapables qui recourent à la corruption.

En les choisissant, parce qu'ils nous ont donné de l'argent ou à manger, nous mettons en place des dirigeants incapables dont l'objectif, une fois arrivés au pouvoir, est de récupérer les masses d'argent distribués dans la corruption et non pas de servir la communauté et les intérêts nationaux.

2. Le tribalisme et les réflexes ethniques sont des obstacles que la population doit éviter pour ne pas dévier du chemin de la démocratie.

Personne n'ayant choisi de naître là où il est né, il est absolument nécessaire que nous nous détournions de ceux qui voudront utiliser des arguments ethniques pour asseoir une quelconque popularité.

Ce sont, comme pour les corrupteurs et les corrompus, des gens qui ne peuvent compter sur leurs capacités et les actes positifs en vertu desquels la société les soutient, et qui

s'appuient sur des bases de division pour se constituer en petits roitelets de foire, s'appuyant sur le replis tribal.

Nous avons des leçons à tirer des expériences vécues dans notre pays, spécialement au cours de ces longues années de transition politique.

La tribu et l'ethnie sont des valeurs positives qui font partie du capital culturel et social de la personne.

Par contre, le tribalisme et le culte de l'ethnie sont des virus qui sèment la division et qui produisent l'incompétence, le repli sur soi, l'égoïsme et le non respect des valeurs démocratiques.

3. La peur de s'exprimer donne le chemin à l'arbitraire et à la dictature.

Nos dirigeants, après 1960, ont instauré progressivement des systèmes où le fait politique était devenu tabou. Les masses populaires ne pouvaient s'exprimer sur la manière dont leurs pays étaient gérés, ni critiquer leurs dirigeants. Ceux-ci, se considérant "au-dessus de la mêlée" ne pouvaient tolérer que la population juge leurs actes et disent ce qu'ils pensent de leur gestion.

Il s'est mise en place lentement, mais d'une manière très dure grâce aux mesures de répressions et à la terreur instaurées, la peur chez les citoyens vis-à-vis de la politique de leur pays, vis-à-vis de leurs dirigeants, et même de leurs droits et libertés.

4. La démocratie exige que la peur disparaisse au niveau de la population. Cela implique que les langues se libèrent, non pas pour dire des mensonges ou porter atteinte aux droits des autres, mais bien pour sortir des chaînes de la dictature, exprimer les opinions qui s'imposent et savoir refuser ce qui n'est pas conforme aux lois d'une société de droits et de justice pour tous.

5. La personnalisation du pouvoir est un réel danger auquel nous avons à faire face pour mieux asseoir la démocratie. Nous avons été habitués au pouvoir symbolisé par un homme ; nos institutions se sont, d'une manière générale et à tous les niveaux de la hiérarchie, confondues avec les hommes qui les animaient.

Il s'est créé une mentalité telle que nous avons suivi obstinément les hommes et avons construit, d'une manière inconsciente, une sorte de mythe autour des individus.

Ainsi, nous avons été guidé par un fanatisme aveugle qui nous a empêché de juger objectivement nos dirigeants, de constater leurs erreurs et leur mauvaise gestion.

Ces derniers ont alors eu tout le loisir d'instaurer le culte de la personnalité et de nous asservir sans nous en rendre compte.

Il est temps que le zaïrois se réveille et apprenne à suivre un idéal et non plus des individus.

Nous devons apprécier et porter haut les hommes de valeur, des hommes qui incarnent notre combat et nos revendications ; cela devra se faire conjointement avec une bonne dose de critique, de contrôle et une distance nécessaire pour apprécier le fonctionnement des institutions plutôt que les têtes et les humeurs personnelles de nos leaders.

Les meilleurs démocrates peuvent devenir de pires dictateurs si la population y consent. Dès qu'ils ont goûté au pouvoir et aux privilèges qu'il confère, ils s'y identifient et mettent en place des mécanismes pour y demeurer, ne tolérant aucune remise en cause.

6. On a de mauvais dirigeants parce que nous y consentons d'une manière tacite. Le consentement populaire est la conséquence de la tendance que nous avons de suivre les hommes, de nous attacher à des individus ; ce qui nous empêche de les critiquer parce que nous sommes aveuglés par une espèce de fanatisme.

On ne peut pas du tout parler de changement si nous ne l'identifions qu'aux hommes politiques.

Evidemment, il y a des hommes, des individus, qui doivent être particulièrement ciblés dans la mesure où ils bloquent l'évolution du processus de démocratisation.

Selon José Mpundu, ce consentement, qui était tacite au début, devient obligatoire au moment où commence à apparaître un début de mécontentement et de critique au niveau de la population qui ne se retrouve plus face aux égarements du leader qu'elle avait propulsé et qu'elle avait fait à sa guise (10).

Les dirigeants, dans notre pays, se considèrent comme au-dessus des lois. Nous nous sommes résignés à ce comportement. Ainsi, en recrutant des partisans personnels auxquels ils accordent des faveurs pour s'assurer de leur silence et complicité, nos hommes au pouvoir ont réussi à occulter la face obscure de leur système de gestion et à se protéger contre tout contrôle.

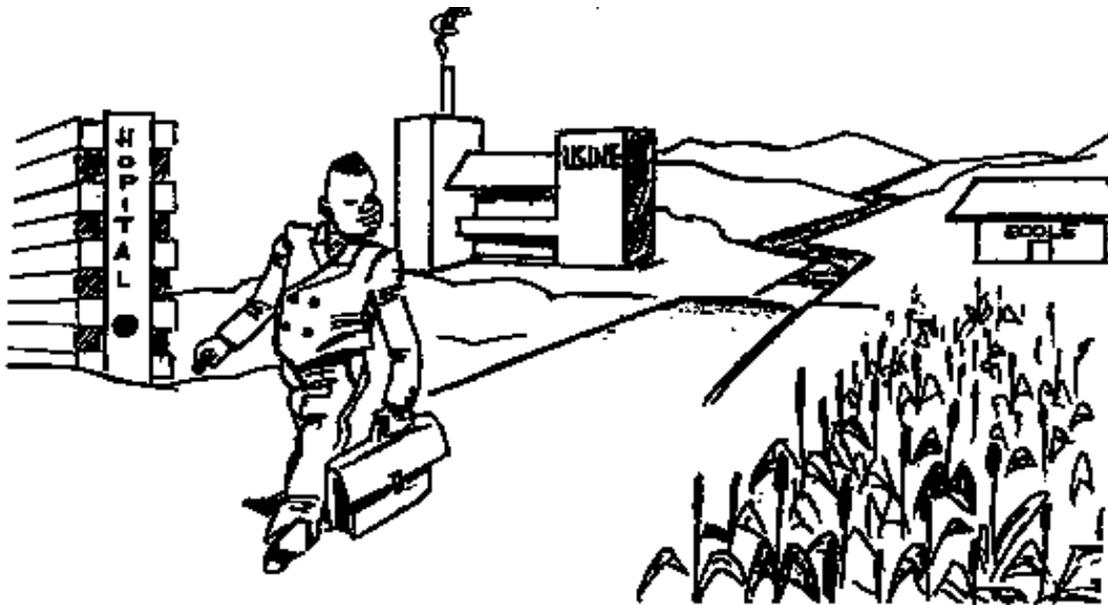
Le consentement aveugle vis-à-vis d'un dirigeant, de la ligne de conduite qu'il instaure ou des structures qu'il installe nous prive du droit absolu à la critique, au contrôle et à la revendication de nos intérêts.

Et quand nous n'exerçons pas ce droit, nous favorisons l'émergence progressive de la mauvaise gestion et des attitudes de dictature.

7. Dans la démocratie, nous croyons souvent qu'il suffit d'élire des hommes capables, avec un profil défini. Nous pensons que de tels hommes, une fois au pouvoir, pourront garantir nos intérêts et gérer convenablement le pays.

Après avoir voté, nous estimons avoir rempli notre rôle, attendant que ceux que nous avons élus réalisent les belles promesses données et les attentes que nous leur avons soumises.

Notre tâche ne s'arrête nullement à l'élection des personnes quelque soit leurs compétences et leur niveau intellectuel et moral. Elle va au-delà des élections ; car le meilleur choix des dirigeants, c'est celui qui consiste à désigner des hommes, mais aussi à les suivre dans l'exercice des responsabilités leur confiées.



En effet, comme on le dit souvent, tout pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument. "Donnez un pouvoir sans limite au meilleur homme de la terre, il ne faudra pas longtemps pour que ce pouvoir lui monte à la tête. Un pouvoir illimité est pire que la drogue la plus dure"(11). L'appétit ne vient-il pas en mangeant ?

Plus le dirigeant s'habitue aux honneurs militaires, aux bains de foule, aux banquets, aux invitations officielles, plus il devient pénible de retourner à la vie d'un citoyen ordinaire,

d'accepter de se faire appeler un jour "ex-président, ex-ministre, ex-gouverneur... C'est pourquoi, ils recourent à des partis politiques ou se proclament dirigeants à vie (12) !

Si nous voulons que le sens de responsabilités se développe dans notre pays, il faut que les dirigeants subissent une pression plus forte de la part de la ceux qui les ont choisis, donc la population.

Nous aurons à vivre les conséquences des lois injustes, de politiques malsaines tant que nous n'aurons pas compris que les dirigeants sont des personnes comme nous, des hommes qui sont en-dessous de la loi comme n'importe quel citoyen !

Nous avons à les respecter en vertu des responsabilités que nous leur confions. Ce respect n'exclut nullement la dénonciation et le refus de tout ce qu'ils pourront faire dans le sens contraire aux intérêts collectifs. Ils sont des personnes et des citoyens comme n'importe qui, à la seule différence que le pouvoir qu'il acquiert est plutôt une charge qu'ils acceptent librement de porter, le poids de toute une communauté d'hommes qu'ils portent et non une fonction faite de privilèges et d'honneurs.

Les hommes politiques qui aspirent à nous diriger demain doivent désormais se convaincre de cette réalité et s'engager en conséquence.

Ces dirigeants doivent être des hommes de la base, des leaders vivant au sein de la population. Ils ne seront pas ces hommes, coupés de la misère de la masse et vivant dans leurs luxes - les prix sur les marchés, les écoles délabrées, les hôpitaux vides et crasseux ne les concernent pas - et ne se retournant vers le peuple que pour les honneurs et le pouvoir.

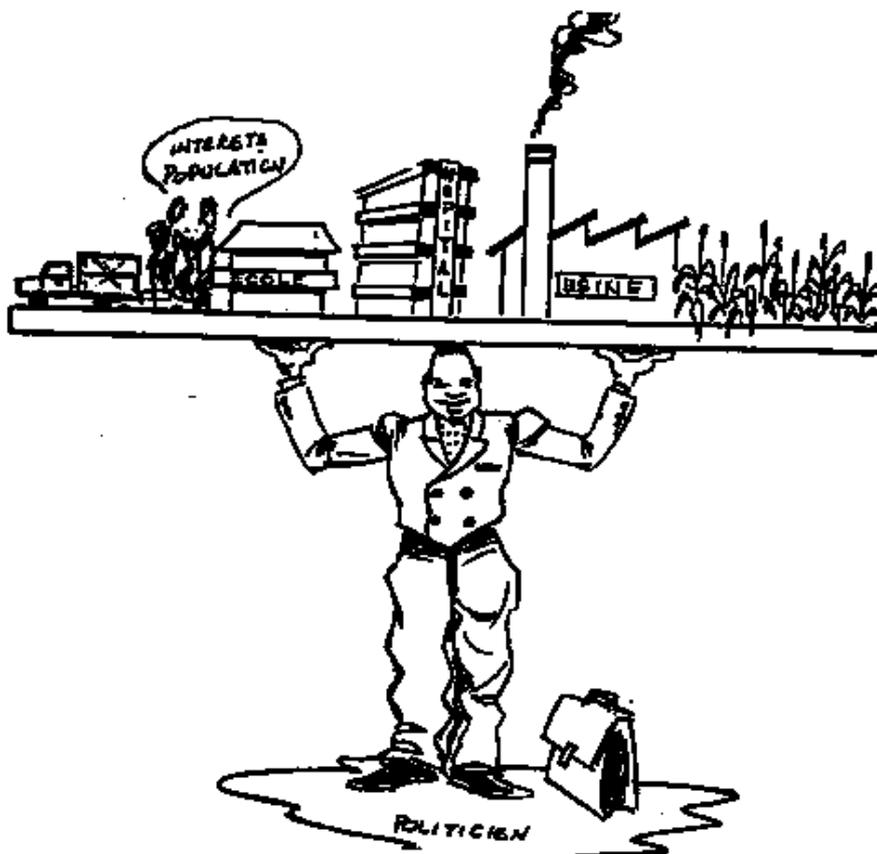
Les dirigeants de demain, ce sont ces petites gens vivant humblement ; ce sont des valeurs et des compétences longtemps oubliées, ayant une vie et un passé irréprochable ; des gens qui ont sù gérer leurs familles, leurs associations, leurs affaires privées et qui, donc, pourront s'habituer à la bonne gestion d'une communauté.

La marmite commence à bouillir par le fond, dit-on. Ces gens, la base doit les produire et façonner leur comportement.

C'est une nouvelle génération des politiciens que nous avons à créer : des personnes respectueuses du bien public, craignant la population et les lois.

Des hommes voués entièrement à la cause collective, cultivant au plus haut point la justice et l'engagement au développement de la communauté. "Quand les dirigeants sont soumis aux mêmes lois que les simples citoyens, le respect du droit se développe. Ces dirigeants doivent s'engager à faire participer la population toute entière et faire prévaloir le principe de la responsabilité (13).

Il ne s'agit pas d'une simple participation sur le plan de l'organisation, mais plutôt celle fondée sur la conviction que la que la souveraineté du peuple précède et outrepassse celle du groupe, celle de l'organisation et, en dernier ressort, celle de l'Etat.



Conclusion

Le passage de la dictature à la démocratie ne se fait jamais sans heurts. On ne remet pas, disent les politiciens, le pouvoir à son adversaire sur un plateau d'argent, fut-il le peuple !

Cette longue période de lutte pour la démocratie nous a fait bien comprendre qu'il ne suffit pas d'acculer quelqu'un, même par des évidences comme la CNS, pour qu'il démissionne. Les espoirs nourris légitimement par ce forum national, qu'a été la CNS, laissent de plus en plus place au réalisme socio-politique.

La première génération des politiciens de notre pays (les Dinosaures) et ceux venus par la suite (les Bébés-Dinosaures) ont, après un moment manifeste de panique, pris le poil de la bête pour défendre becs et ongles leurs avantages accumulés par le passé.

Le peuple, de son côté, ayant appris à respirer l'air de la liberté et entrevu ce que pourrait être un Etat démocratique, se mobilise pour arracher son droit de vivre humainement.

De ce affrontement devra surgir, à court ou à long terme, des dirigeants entièrement et résolument au service du peuple.

Notre conviction est que, de ce combat, le peuple sortira nécessairement vainqueur. L'histoire de l'humanité nous aura appris qu'un système né de la brutalité, nourri de l'injustice, de l'inégalité, du tribalisme et du favoritisme, appuyé par le terrorisme, la militarisation, les intimidations, doublé d'enlèvements, d'assassinats et de massacres collectifs ne peut durer éternellement. Il porte en lui-même les germes de sa destruction.

Car, comme l'a dit Martin Luther King, "le mal est récalcitrant et tenace, mais incapable de s'organiser de façon permanente".

Mais pour hâter la chute du mal, le peuple doit avoir une culture politique suffisante. Cette culture suppose une nouvelle hiérarchie des valeurs.

Alors que le choix du gestionnaire d'hier dépendait des critères déplorables, à la fois subjectifs et dangereux, comme la région, la tribu, l'argent, la parole facile, ou alors la tricherie, le peuple devra se convertir aux critères objectifs de choix de ses mandataires.

Le peuple entier devra être acteur responsable de la vie nationale. n ne devra plus se fier aveuglément aux "politiciens". Il devra, par contre, être très exigeant par rapport à ceux d'entre eux qui aspirent au "service" de la collectivité.

Ainsi, celui qui, par le passé, se serait distingué par un comportement violent, qui se serait compromis dans des malversations financières ou autres malhonnêtetés, qui serait instable dans son foyer, qui aurait mal géré son association - payant mal son personnel ou n'y engageant que ses frères de familles ; celui qui n'aurait pas fait preuve d'intelligence, de bon sens et de compétence dans des situations difficiles, qui a des problèmes de collaboration et de dialogue... ne devra pas être mandaté par le peuple.

A la veille de cette 3^e République, nous ne pouvons que demander à tous et à chacun de redoubler de clairvoyance et de lucidité. Nous savons que le peuple suit avec angoisse le jeu des hommes politiques qui, hier encore opposants farouches, sont devenus nos fossoyeurs.

L'on ne peut douter que les jours ne sont plus loin où notre peuple, longtemps ignoré et muselé dans diverses négociations politiques, dira son dernier mot qui risque d'être fatal pour bon nombre de ceux qui ont pris l'habitude de parler en son nom sans son assentiment. Le compte à rebours a donc commencé pour les "politiciens" véreux, pour cette clique d'arrivistes sans foi ni loi .

Bukavu, Mai 1994

Références

1. Définition de la "politique" tirée du Micro-Robert, édition 1983
2. Maurice Duverger, Introduction a la politique, Gallimard 1964
3. Libérer la Démocratie, Déclaration de la Conférence Episcopale du Zaïre, 1991
4. Déclaration de Abdoulaye Wade, à Kinshasa, lors des négociations politiques du Palais de Marbre II
5. Bagenda P. B., Taxes, Budget et Développement dans les Entités décentralisées du Sud-Kivu, Crongd 1990
6. Déclaration de la Mouvance Progressiste du Congo-Kinshasa, Bruxelles 1991
7. Déclaration de Mgr Monsengwo, in La Semaine, Juin 1993
8. Maurice Duverger, op.cit.
9. Conférence de l'Abbé José Mpundu, au CAB, Janvier 1994
10. Idem
11. Père De Quirini, article paru dans Renaître n° 4-5, Avril 1993
12. L'Etat et la crise en Afrique : la recherche d'une seconde libération, Fondation Däg Hamunarskjöld, 1992.